

Favori des législatives du 25 janvier, le parti de la gauche radicale grecque conteste la politique d'austérité. Ses propositions se heurtent cependant au poids de la dette et aux attentes des créanciers européens et internationaux

Le parti Syriza est-il l'avenir de la Grèce ?

L'austérité ne sert qu'à faire progresser l'extrême droite

Un gouvernement Syriza respectera l'obligation de la Grèce de maintenir un budget équilibré. Mais veut renégocier le remboursement d'une dette insoutenable qui menace nos démocraties

PAR ALEXIS TSIPRAS

La Grèce s'apprête à changer de cap le 25 janvier, jour des élections législatives. Mon parti, Syriza, s'engage à fonder un nouveau contrat social pour la stabilité politique et la sécurité économique. Nous proposons des politiques qui mettront fin à l'austérité, renforceront la démocratie et la cohésion sociale, et permettront à la classe moyenne de reprendre pied. C'est le seul moyen de consolider la zone euro et de rendre le projet européen attractif aux yeux des citoyens de tout le continent.

Nous devons mettre un terme à l'austérité afin de ne pas laisser la peur venir à bout de la démocratie. A moins que les forces du progrès et de la démocratie changent l'Europe, ce seront Marine Le Pen et ses alliés d'extrême droite qui la changeront pour nous.

Nous avons le devoir de négocier ouvertement, honnêtement et sur un pied d'égalité avec nos partenaires européens. Il serait absurde que chaque camp brandisse ses armes.

Permettez-moi de clarifier une perception erronée : équilibrer les comptes publics ne passe pas nécessairement par l'austérité. Un gouvernement Syriza respectera l'obligation de la Grèce, en tant que membre de la zone euro, de maintenir un budget équilibré et se fixera des objectifs chiffrés. Qu'un gouvernement nouvellement élu décide de lui-même de la façon d'atteindre ces objectifs est toutefois un principe démocratique fondamental.

L'austérité ne fait pas partie des traités européens ; la démocratie et le principe de la souveraineté populaire, eux, y sont inscrits. Si le peuple grec nous accorde sa confiance, mettre en œuvre notre programme économique ne sera pas un acte « unilatéral », mais une obligation démocratique.

Faut-il s'entêter à appliquer un traitement qui aide le mal à se répandre ? L'austérité a échoué en Grèce. Elle a mis l'économie à genoux et laissé sans emploi une grande partie de la population active. Nous sommes confrontés à une crise humanitaire. Le gouvernement a promis aux créanciers du pays qu'en 2015 il réduirait un peu plus les pensions et les salaires et augmenterait les impôts. Mais ces promesses n'engagent que le gouvernement d'Antonis Samaras – qui, pour cette raison, sera désavoué par les électeurs le 25 janvier.

Nous voulons faire de la Grèce un pays européen viable et démocratique. Notre manifeste, connu sous le terme de « programme de Thessalonique », contient une sé-

**A LA DIFFÉRENCE
DES GOUVERNEMENTS
PRÉCÉDENTS, NOUS
NOUS ATTAQUERONS
À CERTAINS ASPECTS DE
LA SOCIÉTÉ GRECQUE
QUI ONT CONTRIBUÉ
À PÉRPÉTER LA CRISE**

rie de mesures à court terme, qui ne compromettent pas l'équilibre des comptes et sont destinées à atténuer la crise humanitaire dont souffre notre pays, relancer l'économie et remettre nos concitoyens au travail.

A la différence des gouvernements précédents, nous nous attaquerons à certains aspects de la société grecque qui ont contribué à perpétuer la crise. Nous tiendrons tête à l'oligarchie économique adepte de l'évasion fiscale. Nous ferons en sorte d'assurer la justice sociale et une croissance durable dans le contexte d'une économie sociale de marché.

DEVOIR MORAL

La dette publique a atteint le chiffre astronomique de 177 % du PIB. C'est une situation non soutenable ; il est très difficile de rembourser une telle dette. Sur les prêts existants, nous demandons des conditions de remboursement qui ne provoquent pas de récession et ne précipitent pas la population dans une plus grande misère et un plus grand désespoir. Nous ne sollicitons pas de nouveaux prêts ; nous ne pouvons pas faire grandir encore la montagne de la dette.

La conférence de Londres de 1953 a aidé l'Allemagne à réaliser son miracle économique d'après-guerre en déchargeant le pays du fardeau de ses erreurs passées (la Grèce figurait parmi les créanciers internationaux qui y ont contribué). L'austérité a bien entraîné un surendettement dans toute l'Europe, nous appelons donc à la tenue d'une conférence européenne sur la dette qui devra donner, de la même façon, un puissant coup d'accélérateur à la croissance. Il ne s'agit pas d'une opération visant à créer un risque moral. Il s'agit d'un devoir moral.

Nous attendons de la Banque centrale européenne elle-même qu'elle lance un vigoureux programme d'assouplissement quantitatif [son président, Mario Draghi, a annoncé, jeudi 22 janvier, le rachat par la BCE de 60 milliards d'euros de dettes publiques par mois jusqu'en septembre 2016]. Elle aurait dû le faire il y a longtemps. Ce programme devrait être d'une ampleur suffisante pour guérir la zone euro et donner tout son sens à l'expression « faire tout ce qu'il faut » pour sauver la monnaie unique.

Syriza aura besoin de temps pour transformer la Grèce. Nous sommes les seuls à pouvoir rompre avec les pratiques clientélistes et kleptomanes des élites politiques et économiques. Nous n'avons jamais été au gouvernement ; nous sommes une force neuve qui ne doit faire aucune allégeance au passé. Nous réaliserons les réformes dont la Grèce a réellement besoin. ■

(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Alexis Tsipras dirige le parti de la gauche radicale grecque Syriza (opposition)

La posture contestataire ne suffit pas

Alexis Tsipras manie un discours antisystème efficace qui tranche avec le clientélisme de l'oligarchie grecque. Toutefois la réalisation de son programme se heurtera vite aux contraintes économiques

PAR LOUKAS TSOUKALIS

Après six années de récession économique profonde, entraînant une baisse du revenu national de 25 % et une montée du chômage à 27 %, le système politique de la Grèce se prépare pour le grand changement. D'après tous les sondages, le parti de la gauche radicale Syriza devrait arriver en tête aux élections législatives, remportant ainsi le bonus des 50 sièges prévu par la loi électorale. En excluant toute grande surprise, ce qu'on attendra de savoir le 25 janvier, c'est si Syriza aura une majorité relative ou absolue. L'arrivée de ce parti au pouvoir va créer un clivage important dans les affaires politiques du pays, avec des répercussions probables plus larges pour l'Europe dans son ensemble.

Depuis 1974, lorsque la dictature des colonels est tombée, et jusqu'à ce jour, deux partis alternaient au pouvoir en Grèce. Le parti de la Nouvelle Démocratie, fondé par Constantin Caramanlis à son retour de Paris, couvre l'espace de la droite jusqu'au centre libéral, tandis que le Pasok, créé par Andréas Papandréou, parti de la gauche radicale, a évolué vers la social-démocratie européenne et se trouve aujourd'hui à la limite de la survie. Ces deux partis ont contribué à la consolidation des institutions démocratiques en Grèce et à une hausse remarquable du niveau de vie, jusqu'au jour où le tsunami de la crise économique a frappé. Ils ont, par ailleurs, assuré une participation active de la Grèce à l'intégration européenne à travers l'adhésion à la Communauté européenne en 1981 et l'entrée dans la zone euro en 2001.

Tant que le gâteau continuait à croître et que la plupart des citoyens voyaient leur propre part augmenter également, ils acceptaient, presque par fatalisme, les aspects déplaisants du système de pouvoir mis en place par les deux partis : clientélisme, mainmise d'une oligarchie économique sur une grande partie des médias et beaucoup de corruption, souvent à l'aide des fonds européens.

Après l'adoption de l'euro, la Grèce a obtenu pour la première fois un accès facile à des prêts bon marché. Et elle a emprunté des montants élevés, ce qui a permis de maintenir un niveau de vie qui ne correspondait pas à la capacité de production de l'économie nationale. Cela permettait aussi aux hommes politiques de se maintenir au pouvoir. Or, lorsque des bulles éclatent, comme cela s'est passé en 2007-2008, est-ce seulement la faute des emprunteurs ou bien les créanciers ont-ils aussi une part de responsabilité ? Cette question est rarement posée par nos amis allemands, pour des raisons évidentes.

Lorsque la Grèce a perdu l'accès aux marchés, fin 2009, elle a été obligée de demander l'aide des partenaires européens. Ces derniers ont répondu, après maintes réticences, en imposant des conditions strictes, la fameuse « troïka » en surveillance la bonne application. La baisse du déficit

budgétaire en Grèce a été impressionnante : presque 13 points de PIB en quatre ans. De nombreuses réformes structurelles ont eu lieu, bien que sans plan global, concernant notamment les grands changements dans l'administration publique.

Le coût économique, social et politique de l'ajustement a, toutefois, été très élevé, bien plus que celui prévu par la Commission européenne et le Fonds monétaire international. L'inertie d'une grande partie de la classe politique grecque n'a d'égalé que l'incohérence de la gouvernance européenne et le fondamentalisme des archiprêtres de l'orthodoxie économique. Et tout cela sur fond de marchés financiers internationaux sans contrôle.

Aujourd'hui, c'est une société prise entre la colère et la crainte. Beaucoup de Grecs admettent désormais que le système de gouvernance précédent a fait faillite et qu'il faut mettre en place quelque chose de nouveau, avec l'aide des partenaires européens, mais pas simplement à travers des mandats extérieurs, tandis que certains s'accommodent de la solution facile consistant à chercher des boucs émissaires. La Grèce est le cas le plus extrême, le maillon le plus faible de l'eurochaîne. Mais elle n'est pas la seule à avoir affaire à ce type de difficultés.

Syriza a investi dans une critique sévère des politiques menées en Grèce, ainsi que, plus généralement, du système de gouvernance du pays. A partir d'une coalition de groupes, de mouvements et de groupuscules de gauche et d'extrême gauche, il a réussi à se transformer en parti de masse, toujours anti-système. Syriza reste néanmoins un ensemble polyphonique qui compte en son sein certains des pires représentants de l'ordre précédent et des voix d'un passé que nombre d'entre nous souhaitons voir révolu depuis 1989.

CATALYSEUR

Le rôle de son chef, Alexis Tsipras, a été déterminant dans cette évolution. Il est sorti des frontières nationales, a acquis un discours bien plus cohérent et a essayé (pas toujours avec succès) d'imposer une certaine forme de discipline à l'intérieur du parti. Il voudrait servir de catalyseur pour le grand changement quant à la façon dont l'Europe a géré (ou plutôt mal géré) la crise jusqu'à nos jours. Il est, certes, lui-même un produit de cette crise. Et il n'est pas le seul. Il suffit de voir ce qui se passe dans d'autres pays européens, y compris la France.

L'accent mis par Syriza sur la prise immédiate de mesures de politique sociale pour les plus vulnérables, à la limite de la survie, est pleinement légitime. Et la promesse de prendre des mesures pour lutter contre la fraude fiscale, entrant en conflit avec l'oligarchie économique et les nombreux intérêts établis, est la bienvenue, bien qu'il faille attendre de voir comment il va y arriver (d'autres l'ont déjà promis dans le passé). Le modèle qu'il prône est fortement étatiste et plusieurs de ses cadres semblent se faire une conception inquiétante de l'Etat de droit.

Il aura vite besoin d'argent et il n'est pas du tout facile ou évident de savoir où le trouver. Les caisses de l'Etat sont vides, les banques grecques ont des liquidités très limitées et ceux parmi les Grecs qui payent des impôts n'en peuvent plus. Les marchés internationaux restent fermés et les partenaires européens auront besoin d'une forte persuasion (et de compromis) de la part de Syriza pour décider de décaiser plus d'argent ou de convenir d'un nouvel allègement de la dette grecque.

Espérons que l'adaptation des promesses électorales d'un parti qui n'a jamais exercé le pouvoir à la dure réalité d'une Grèce en crise profonde sera relativement rapide, sans engendrer d'accident majeur. Il aura certainement besoin de la solidarité et de la patience des partenaires européens. Il est, d'ailleurs, temps que l'Europe réfléchisse sérieusement sur ce qui est allé de travers avant et durant la crise. ■

**SYRIZA
EST UN ENSEMBLE
POLYPHONIQUE
ET SON LEADER EST
LUI-MÊME UN PRODUIT
DE LA CRISE**

神韻晚會 2015
SHEN YUN

ShenYun.com
NOUVEAU SPECTACLE 2015
ACCOMPAGNE PAR
L'ORCHESTRE DE SHEN YUN

10-12 Avril 2015
Le Palais des Congrès de Paris®

BILLETS: 0892 050 050 www.shenyun.com | viparis.com | fnac.com

GENÈVE 26-28 février . ANVERS 17-18 mars . Intégralité des dates de la tournée sur ShenYun.com